

CONSEIL DE L'ATLANTIQUE NORD  
NORTH ATLANTIC COUNCIL

Reg EX

EF-6 - 2-07

EXEMPLAIRE N° 217  
COPY

FRANCAIS SEULEMENT  
22 février 1962

NATO CONFIDENTIEL  
DOCUMENT DE TRAVAIL  
AG/89-WP/89

SOUS-COMITE SUR LA POLITIQUE ECONOMIQUE SOVIETIQUE

DIFFICULTES ET PROGRES DE L'INTEGRATION ECONOMIQUE  
AU SEIN DU COMECON

Note de la Délégation française

Deux aspects de l'activité du COMECON qui sont plus étroitement liés à la politique générale des pays membres de cette organisation et qui mettent en cause l'unité du camp socialiste ont reçu jusqu'ici relativement peu d'attention, à savoir :

1. Quels sont les principaux obstacles qui se manifestent au sein du COMECON à l'occasion de l'intégration économique et que les déclarations officielles ne cherchent plus à nier ?

"Ils ne veulent pas coopérer ou bien seulement avec l'URSS mais quand il s'agit de coopérer entre eux tout s'arrête (Khrouchtchev à Cseptel, "Le Monde" - 11 avril 1958).

"On doit s'entraider, un pays socialiste ne peut pas se développer en abandonnant les autres (Khrouchtchev à l'Ambassade de Pologne à Moscou, "Pravda" - 22 avril 1958).

"Dans l'important secteur des investissements, il n'y a pas de coopération du tout ; chacun épluche son propre navet et à son préjudice (Gomulka, "Trybuna Ludu" - 21 juin 1960).

"Il faut que les recommandations du COMECON soient immédiatement réalisées par les pays membres. Une répartition du travail qui soit orientée de façon à donner le maximum de profit à chaque pays intéressé est encore au stade du devenir (Ulbricht, à la 14ème session du Comité d'entraide, "Neues Deutschland" - 2 mars 1961).

2. Les écarts des charges publiques et des niveaux de vie entre pays socialistes ont-ils tendance à se modifier et dans quel sens ? S'achemine-t-on vers un passage simultané de tous ces pays au communisme comme le souhaite le communiqué final de la Conférence des 81 partis ?

NATO CONFIDENTIEL

DECLASSIFIED - PUBLIC DISCLOSURE / DECLASSIFIE - MISE EN LECTURE PUBLIQUE

"Grâce à la coordination des plans, à la spécialisation des productions dans le cadre du système mondial du socialisme ... (arriver) à un amenuisement progressif des différences de développement économique résultant des conditions historiques et à créer la base matérielle pour un passage plus ou moins simultané de tous les peuples du système socialiste au communisme (Pravda - 6 décembre 1960).

## I. LES DIFFICULTES DE L'INTEGRATION AU SEIN DU BLOC ORIENTAL

La coopération économique entre les états de l'Europe Orientale et Balkanique était limitée avant la seconde guerre mondiale : en 1938 les échanges "inter-se" ne représentaient que 11,5% du commerce global de la Bulgarie, Hongrie, Pologne, Roumanie et Tchécoslovaquie<sup>(1)</sup>, la part de l'Allemagne représentait à elle seule 23,3% du commerce de ces pays. De sérieux bouleversements économiques et politiques ont donc été nécessaires pour créer entre les démocraties populaires après la guerre des liens de complémentarité.

Le rôle de l'URSS dans ce processus d'intégration a été "dominant" dans le sens politique et économique du terme. L'occupation militaire et économique de l'Europe Orientale par l'URSS lui a permis de drainer à son profit les ressources de ses satellites et de s'opposer à toutes les tentatives de coopération économique directe de ces pays entre eux ainsi qu'avec l'Europe Occidentale (échec des projets de Combinat silésien entre la Tchécoslovaquie et la Pologne et de Combinat danubien entre la Hongrie et la Yougoslavie).

Créé en 1949 le COMECON a été à l'origine conçu avant tout comme une réaction au Plan Marshall en vue de prévenir la constitution en Europe centrale d'une unité économique détachée de Moscou beaucoup plus que comme un instrument réel de coopération économique.

Après la mort de Staline, la poursuite de cette politique n'a plus été possible. Le Kremlin a dû réviser le système des relations économiques "coloniales" qu'il entretenait avec les démocraties populaires par le canal des Sociétés mixtes et des annuités de réparations. Il a accepté un modus vivendi qui fasse place à certaines exigences propres du développement des démocraties populaires de manière à permettre le fonctionnement d'une zone industrielle qui par sa main-d'oeuvre qualifiée - difficilement transférable - constitue une des richesses essentielles du bloc. Demain comme aujourd'hui, les démocraties

---

(1) S. d. N. "Le Réseau du Commerce mondial" - Genève 1942

populaires seront des exportateurs nets de biens d'équipement vers l'URSS<sup>(1)</sup>.

Ce tournant politique a pour effet de donner une existence effective au Conseil d'entraide économique mutuelle en tant qu'organe de coordination et d'arbitrage de la politique économique soviétique en Europe orientale. Depuis 1954, l'activité de cette institution n'a cessé de grandir et s'étendrait même, selon certains observateurs, à la coordination de l'action des pays socialistes dans le Tiers Monde<sup>(2)</sup>.

Cependant derrière la façade des réunions d'Assemblées plénières ou de comités techniques de plus en plus fréquentes et malgré les résultats obtenus, de sérieux obstacles restent à surmonter. C'est pourquoi le COMECON n'est pas seulement un organe de coordination, il est aussi un organe au sein duquel viennent s'arbitrer les différentes tensions entre États membres. Ces difficultés qui tiennent les unes aux inégalités des pays en présence, les autres aux difficultés inhérentes au fonctionnement de l'économie planifiée s'enracinent en définitive dans de vieux réflexes nationalistes que l'appartenance au camp socialiste n'arrive pas à refouler. Ainsi que le reconnaît E. Szyr :

"Les manifestations de nationalisme et d'étroitesse nationale ne se dissipent pas toutes seules avec l'instauration du régime socialiste. Les manifestations d'étroitesse nationale qui sont l'expression d'une idéologie petite bourgeoisie et d'une conception bornée des intérêts nationaux peuvent être préjudiciables à la coopération internationale des pays socialistes." (La Nouvelle Revue Internationale, n° 4 - 1961, p. 20).

(a) Les inégalités économiques

L'intégration économique a pour objet de concilier les intérêts d'États qui n'ont ni le même niveau de développement ni les mêmes potentialités.

Pour les pays d'industrialisation naissante le problème est de se défendre contre la concurrence de pays déjà fortement industrialisés et produisant à des prix de revient très inférieurs. Par exemple la Pologne qui cherche à substituer à ses exportations traditionnelles - de charbon et de produits agricoles - des biens d'équipement se heurte sur les marchés socialistes à des positions fortement gardées par la DDR et la Tchécoslovaquie. Mais pour

---

(1) De 1959 à 1965 les exportations de biens d'équipement de l'URSS vers les démocraties populaires vont augmenter de 2,2 fois, tandis que les livraisons des satellites à l'URSS vont s'accroître de 2,3 fois (Voprosy Ekonomiki n° 5, 1961, p. 70).

(2) Pravda 4/12/60 : "La Conférence permanente du Commerce extérieur des pays socialistes examine les questions intéressant ..... d'autres pays".

ces dernières l'intégration pose des difficultés d'un autre ordre en leur imposant de s'aligner sur les normes techniques ou comptables soviétiques alors même que leurs méthodes de gestion économique ou leur standard technique sont par tradition très supérieurs aux normes soviétiques. Ulbricht n'a pas caché dans son rapport à la dernière réunion plénière du COMECON au mois de mars 1961 à Berlin les difficultés de la normalisation entre Soviétiques et Allemands de l'Est. Or, cette normalisation est le préalable de la spécialisation des productions.

D'une façon générale il est certain que dans de très nombreux domaines les ingénieurs et chefs d'entreprises des démocraties populaires n'acceptent pas sans ressentiment l'obligation d'acheter en URSS ou dans d'autres pays socialistes un matériel qu'ils auraient plus de profit à importer de pays occidentaux en raison de leur avance technique.

S'il est difficile de trouver dans la presse des pays communistes un écho de cette attitude des techniciens<sup>(1)</sup>, en revanche cette presse aborde librement le problème des inégalités qui résultent des "rentes" économiques entre pays. Une étude de Jerzy Gwiazdzinski dans la revue polonaise Gospodarka Planowa (n° 7/1960) sur "la division du travail entre pays socialistes" retient à cet égard l'attention.

A la différence des Soviétiques qui affirment qu'"il peut être plus profitable d'organiser la production des matières premières dans un pays et la production des produits finis dans un autre"<sup>(2)</sup>, l'auteur polonais fait remarquer qu'une telle division du travail "entraîne une tension de plus en plus grande dans les approvisionnements en produits sidérurgiques". Le transport de minerais de fer sur des distances de 1.000 à 1.500 km entre pays socialistes s'avère coûteux et il est plus économique de transporter de la fonte en affectant à la construction de hauts fourneaux supplémentaires les économies réalisées sur les frais de transport. Mais le vrai problème est que "les industries extractives exigent des investissements bien supérieurs à ceux des industries de transformation ... La rentabilité des investissements dans les pays qui, du fait de la spécialisation, auront pour tâche de développer les industries productrices de matières premières sera donc quelque peu inférieure à la rentabilité des investissements dans les pays développant les industries de transformation".

En outre "les pays disposant de riches ressources de matières premières devraient renoncer aux privilèges économiques (rente) qui ne sont pas le fruit du niveau atteint par le rendement du travail. Les prix des matières premières actuellement appliqués dans le cadre des transactions entre pays du CAEM sont calculés en fonction du marché capitaliste et renferment une rente matière première qui ne stimule pas l'essor économique des pays disposant de ressources insuffisantes en matières premières".

(1) qui se manifeste quelquefois oralement dans les milieux de la Commission économique à Genève.

(2) Pavlov (K.P.) "Voprosy Filosofii", n° 3, 1961

En conclusion la revue polonaise suggère que les pays importateurs s'associent au financement des gisements dans les pays exportateurs et que les prix des matières premières soient établis au niveau des coûts réels du marché socialiste et non pas aux conditions du marché mondial. En d'autres termes cela revient à exiger que la DDR et la Tchécoslovaquie, qui se bornent jusqu'ici à octroyer des crédits remboursables, soient tenues de payer leur quote-part à la mise en valeur de certaines ressources polonaises (charbon, soufre, cuivre)<sup>(1)</sup>. D'autre part la Pologne souhaite que l'Union soviétique pratique des prix plus avantageux sur ses livraisons de matières premières aux pays socialistes. Mais il faut reconnaître que la définition de prix équitables entre ces pays s'avère extrêmement complexe dans l'état actuel de leurs systèmes de planification.

(b) Les impasses de la planification

Les difficultés d'établir des prix rationnels dans le cadre du marché des pays socialistes résultent des fonctions particulières que les prix intérieurs jouent dans l'économie planifiée de chacun de ces pays. Les prix planifiés n'ayant pas de relations directes avec les coûts de production et les charges sociales (débat sur la valeur) ne peuvent servir à des calculs de choix marginaux à l'intérieur d'une économie ni à plus forte raison pour comparer la rentabilité des investissements de deux économies planifiées et aboutir à une division rationnelle du travail entre elles. Cet obstacle majeur à l'établissement d'une coordination des productions a été à maintes reprises reconnu par les économistes de l'URSS et des démocraties populaires<sup>(2)</sup>. La récente réforme du rouble peut préparer la voie à l'établissement d'un système de prix plus rationnel au sein du COMECON mais de nombreux ajustements sont encore nécessaires aussi bien dans le système des prix de chacun des pays membres que dans leurs taux de change pour améliorer les instruments de calcul.

- 
- (1) Il est possible que cette question ait fait l'objet d'un accord à l'occasion de la Conférence des 81 Partis car la Nouvelle Revue internationale (n° 4, 1961) précise que "l'harmonisation des plans va permettre de répartir rationnellement les crédits affectés au développement de la production de matières premières".
- (2) cf. le rapport d'Ulbricht à la session plénière du COMECON de mars 1961 à Berlin ; Jamin (Voprosy Ekonomiki n° 3, 1961, p. 24) et E. Szyr "L'absence d'indices économiques adéquats vient compliquer cette analyse. Il est donc indispensable de mettre au point des méthodes permettant de comparer entre eux les frais réels de production et les investissements, méthodes qui excluraient toute erreur résultant des différences qui existent entre les systèmes de prix et le cours du change .... les travaux effectués dans ce domaine par la commission économique du Conseil d'Entraide économique n'ont pas encore donné de résultats satisfaisants" (Nouvelle Revue Internationale N° 4, 1961).

Par ailleurs certains types d'investissements comme les industries aéronautiques, chimiques, etc ... sont liés à des échelles de production et de marché qui dépassent nécessairement les besoins intérieurs de chacun de ces pays. La difficulté est que la coordination des plans qui découle de ces exigences s'avère beaucoup plus facile à réaliser sur le papier que dans la pratique journalière. Car l'économie planifiée, dans son fonctionnement, ne se développe pas à un rythme égal pour toutes les branches : des déséquilibres apparaissent dans la croissance des différentes branches de la production, ce qui multiplie les goulots d'étranglement lorsque la spécialisation est trop poussée.

L'expérience soviétique a prouvé que la planification centralisée s'avère incapable de prévoir l'évolution exacte de la production de toutes les entreprises. Pour cette raison les chefs d'entreprise ont cherché à augmenter la sécurité de leurs approvisionnements par un processus d'intégration verticale de toutes les activités nécessaires à leur production créant ainsi des îlots plus ou moins vastes d'économie fermée. Cette tendance n'a pas disparu avec la création des Sovnarkhoz ; l'esprit d'autarcie s'est reporté des ministères centralisés aux régions économiques<sup>(1)</sup>.

A plus forte raison lorsqu'il s'agit non plus de différentes régions d'un même pays mais d'Etats séparés, le problème de la sécurité des approvisionnements et de la continuité des flux inter-industriels devient une préoccupation dominante. Dans un système de divisions internationales du travail où les stocks sont insuffisants, tout retard ou toute modification dans l'exécution du plan d'un secteur se répercute immédiatement de branche à branche et de pays à pays. Par exemple une baisse de la production dans les mines de Silésie compromet des arrivages de coke à la DDR et en fin de compte la production du matériel allemand nécessaire à l'équipement d'une usine d'engrais en Bulgarie, etc .... Ceci explique que dans la pratique les dirigeants des démocraties populaires n'envisagent pas avec enthousiasme les spécialisations qui ont pour effet de confier à un pays voisin des productions qui jusqu'alors étaient directement sous leur contrôle.

Les réticences de la Tchécoslovaquie à admettre l'abandon de certaines de ses productions mécaniques au profit de la Pologne ou de la Hongrie ont été très vives. Les pays industriels comme la DDR et la Tchécoslovaquie ont fait valoir que la spécialisation allait provoquer chez eux des capacités excédentaires inemployées, imposer des investissements supplémentaires chez leurs voisins et que ces derniers ne seraient pas

---

(1) "En 1959 le plan des livraisons industrielles du Sovnarkhoz de Perm a été réalisé à 124% pour les envois aux entreprises rattachées à ce Sovnarkhoz mais à 99% pour les expéditions à l'extérieur ; à Stalinsk les livraisons extérieures n'ont été satisfaites qu'à concurrence de 94%, tandis que les approvisionnements intérieurs ont été assurés à 113% (Kommunist, n° 7, 1961, p. 52-53).

en mesure de produire bon marché<sup>(1)</sup>. La Tchécoslovaquie et la Hongrie n'ont pu se mettre d'accord qu'en octobre 1958 pour mettre à exécution les directives du COMECON de 1955 sur la spécialisation de certaines productions<sup>(2)</sup>. De même le choix des implantations des usines de pétrochimie a longtemps opposé les Roumains producteurs de pétrole et les Hongrois qui prétendent le traiter.

(c) Arbitrage au profit de l'URSS

Ces oppositions d'intérêts doivent nécessairement conduire à renforcer le rôle d'arbitrage des Soviétiques au sein du COMECON. Ceci explique d'une part la subordination de l'activité technique du COMECON aux "directives" des Assemblées de chefs de Parti (spécifiée dans les statuts de cet organisme) et d'autre part l'importance des relations bilatérales entre pays socialistes pour faciliter le contrôle de l'exécution de ces directives. Le COMECON n'a aucun pouvoir exécutoire, il ne peut émettre que des recommandations. Ces recommandations n'entrent en vigueur qu'à la suite d'accords entre gouvernements. Alors que la logique économique devrait promouvoir l'institution de liaisons multilatérales, celles-ci restent embryonnaires<sup>(3)</sup>.

On peut expliquer cette situation par des considérations techniques : l'absence de critères de calcul rationnels, de même que les prix en vigueur dans les échanges entre pays, rendent quasi impossible le fonctionnement d'un clearing multilatéral ; le solde d'une balance entre un pays A et un pays B ne peut se transférer en termes réels à un pays C car les prix en vigueur dans les relations entre A et B ne s'appliquent pas nécessairement à C. (voir tableau ci-après).

- 
- (1) Maclova (Nova Mysl n° 5, 1959) ; en sens inverse les Bulgares estiment que les prix doivent assurer la protection des industries naissantes (Balabahov, Vunshna Turgoviya n° 10, 1958).
- (2) Nepgazdasag (25 octobre 1958).
- (3) Un clearing multilatéral a été instauré mais il a une portée restreinte (Voprosy Ekonomiki n° 2, 1960) ; la multilatéralisation n'est poussée que dans le domaine des transports ferroviaires et des interconnexions des réseaux d'électricité.

PRIX EN VIGUEUR DANS LE COMMERCE DE L'URSS  
ET DES DEMOCRATIES POPULAIRES EN 1958

(en roubles par tonne)

	<u>IMPORTATIONS</u> <u>filés de coton</u>	<u>EXPORTATIONS</u> <u>graphite</u>
DDR	6,7	510
Tchécoslovaquie	10,7	840
Pologne	12,6	237
Hongrie	4,9	320
Bulgarie	18,8	417

Mais les raisons profondes sont avant tout politiques. Les régimes instaurés dans les démocraties populaires ne se maintiennent que grâce au soutien politique des Soviétiques et le fonctionnement de leurs économies dépend entièrement des approvisionnements soviétiques<sup>(1)</sup> (voir tableau ci-après). Dans ces conditions le rôle directeur de l'URSS est inévitable.

% DES LIVRAISONS SOVIETIQUES DANS LE TOTAL DES  
IMPORTATIONS DES DEMOCRATIES POPULAIRES

pétrole .....	97%	(26,5% en 1950)
fonte et céréales .....	84%	
minerais de fer .....	75%	(65% en 1950)
coton .....	67%	
minerais non ferreux ....	60%	

(Voprosy Ekonomiki n° 2, 1961, p. 47)

Pour toutes ces raisons il ne convient pas d'exagérer les difficultés politiques qui peuvent surgir à l'occasion de l'intégration économique des pays socialistes et un examen des résultats déjà acquis dans ce domaine s'avère non moins indispensable pour apprécier la situation objectivement.

(1) Cette dépendance ne sera pas diminuée au terme du plan septennal. L'URSS qui a exporté 4,1% de sa production de pétrole vers les satellites en 1959 et 14% de son minerai de fer, devra réserver 6,3 à 6,5% de son pétrole et 16% de son minerai de fer à ces pays en 1965.

II. LES PROGRES DE L'INTEGRATION ECONOMIQUE DES PAYS DU COMECON

La presse des pays communistes a surtout fait état des décisions prises par le Conseil d'entraide économique dans le domaine de la coordination des plans. Cette coordination s'effectue dans trois directions principales :

1. assurer des approvisionnements garantis de matières premières par des accords de commerce à long terme,
2. spécialiser certaines productions,
3. réaliser des investissements conjoints.

Jusqu'ici les progrès les plus importants réalisés ne concernent que le premier point car le problème le plus urgent a été de prévenir la formation de goulots d'étranglement pour les matières premières particulièrement en DDR, en Hongrie et en Pologne et le retour à des situations critiques, du type de celles de 1954 et 1956.

(a) L'évolution des échanges inter-se

L'augmentation des échanges "inter-se" est un indice des liens de complémentarité économique qui se sont créés entre pays socialistes depuis 1950. Le tableau N° 1 (en Annexe) montre qu'entre 1950 et 1959 le commerce entre les pays membres du COMECON s'est accru de 2,7 fois ; mais ceci résulte beaucoup plus d'une intensification des échanges entre l'URSS et les démocraties populaires (indice 318 par rapport à 1950) que des relations entre les démocraties populaires elles-mêmes (indice 234). D'autre part cette évolution du commerce inter-COMECON (indice 276) n'a rien de spectaculaire si on la compare aux progrès réalisés au cours de la même période 1950-1959 dans le cadre de la Communauté économique européenne des Six (indice 282).

En valeur absolue le degré d'intégration des échanges entre les pays membres du COMECON est sensiblement plus faible que celui de la Communauté européenne ; respectivement : \$ 19 et \$ 69 d'exportations "inter-se" par habitant en 1959. Cependant en valeur relative les échanges "inter-se" représentent 58% du commerce total de l'URSS et des démocraties (contre 34% pour les échanges entre les "Six"). On constate aussi que depuis 1957 la part de l'URSS dans les exportations des démocraties populaires a augmenté mais cette tendance ne se vérifie pas toujours dans le cas des exportations des démocraties populaires entre elles (voir tableau n° 1). En d'autres termes les statistiques du commerce extérieur confirment que l'intégration économique est beaucoup plus avancée dans le sens URSS - démocraties populaires que dans le cadre de ces dernières entre elles, ce qui consacre le rôle de l'URSS comme économie "dominante" par rapport aux satellites.

(b) La spécialisation des productions

Quel que soit le rôle essentiel de l'URSS dans l'approvisionnement des démocraties populaires en combustibles, matières premières et produits agricoles, une division du travail entre les satellites est apparue nécessaire dans le domaine industriel en raison de l'étroitesse de leurs marchés nationaux. Les différentes commissions techniques du COMECON sont chargées de mettre au point cette coordination.

Un bilan de l'ensemble des décisions prises dans ce domaine aurait un caractère trop analytique. Il a paru plus utile de limiter l'analyse à deux secteurs clefs : la sidérurgie et les industries mécaniques en se basant non pas sur les programmes de spécialisation annoncés mais sur les résultats effectifs déjà obtenus à la lumière des statistiques du commerce extérieur.

(b) 1. dans l'industrie sidérurgique

Il est intéressant de constater que les progrès de la spécialisation ont été beaucoup plus marqués pour les industries mécaniques que pour l'industrie sidérurgique. Le tableau n° 2 en Annexe montre que dans les démocraties populaires la production des laminés a augmenté entre 1956 et 1959 beaucoup plus vite que les exportations de ces produits, alors qu'on aurait pu s'attendre à une évolution inverse dans l'hypothèse d'une spécialisation internationale des laminoirs. De même la capacité moyenne des installations de laminage reste dans les démocraties populaires relativement faible, de l'ordre de 50.000 à 100.000 tonnes par an suivant le type de laminoir, bien que des capacités moyennes de l'ordre de 500.000 tonnes par an sont courantes dans les industries sidérurgiques des pays occidentaux équipés pour des marchés étendus. Faut-il en déduire que les pays membres du COMECON répugnent à s'adapter à des échelles de production supérieures à leurs besoins intérieurs parce qu'ils estiment nécessaire de se garantir une base de production autonome ?

Cette interprétation se trouve corroborée par un récent article d'OLEJNIK dans "Voprosy Ekonomiki" (n° 5, 1961) qui indique que la primauté des industries lourdes est valable pour chaque pays, sinon l'on risque de voir se créer des goulots d'étranglement entre les ressources de matières premières et d'énergie d'une part et les industries de transformation d'autre part<sup>(1)</sup>. Ceci explique que les plans à moyen terme actuellement en vigueur fixent un développement légèrement plus rapide de la production des laminés dans les démocraties populaires qu'en URSS bien que ces pays ne soient pas dans une situation aussi favorable que l'URSS pour les ressources. On est amené à conclure que, dans ce domaine, les réflexes autarciques freinent une spécialisation qui devrait être plus poussée.

---

(1) Dans le même sens un article de la Revue roumaine "Probleme Economice" n° 2, 1961

(b) 2. dans les industries mécaniques

La situation est différente dans les industries mécaniques. Le tableau n° 3 (en Annexe) montre que, pour certaines productions, les accords de spécialisation conclus entre les démocraties populaires ont eu pour effet d'accélérer les exportations dans certains pays et au contraire de les réduire dans d'autres. Par exemple pour les machines outils, la Pologne et la Tchécoslovaquie ont bénéficié d'une expansion sensible de leurs exportations sur les marchés du COMECON alors qu'au contraire la DDR est en recul ; en revanche pour les moteurs diesel cette dernière a profité du retrait de la Tchécoslovaquie. De même la spécialisation a nettement profité à la Pologne et à la DDR pour les wagons de voyageurs et à la Pologne et à la Roumanie pour les wagons de marchandises. On aurait pu multiplier les exemples qui prouvent que dans le domaine des industries mécaniques la division du travail est d'ores et déjà très avancée entre les démocraties populaires<sup>(1)</sup>.

(b) 3. absence de plans à long terme

Toutefois les résultats obtenus jusqu'ici se limitent presque exclusivement aux équipements dont le cycle de production est relativement court et dont les besoins peuvent s'apprécier assez facilement à moyen terme (machines outils, machines agricoles). En revanche la spécialisation des équipements lourds (laminoirs, navires) se heurte actuellement à l'absence de plans à long terme (10 à 15 ans) pour l'ensemble des pays du COMECON<sup>(2)</sup>. On conçoit facilement que les investissements à réaliser dans ce domaine soient dictés par des perspectives à long terme.

Jusqu'en 1959 le travail de coordination des plans était orienté sur l'année 1965 (année terminale du plan septennal de l'URSS). On s'est aperçu ensuite que cette limite était trop étroite. A Sofia, en décembre 1959, les pays membres ont décidé d'étendre la planification jusqu'en 1970, puis (en juillet 1960 à Budapest) jusqu'en 1980. Reste à savoir si la spécialisation peut être très poussée dans certains secteurs sans disposer de l'ensemble des productions "en amont" nécessaires pour réaliser le produit final donné. Ceci explique en particulier le retard des démocraties populaires pour l'équipement des industries chimiques car cette branche a nécessité un grand nombre de productions complémentaires qu'il est difficile de réunir dans chaque pays. En résumé on constate que la spécialisation ne peut plus se limiter à un seul secteur et que la planification à moyen terme offre un cadre trop étroit pour

- 
- (1) Pour les machines outils la normalisation des productions a eu pour effet de réduire le nombre de types de machines produit dans chaque pays : en DDR 56 types au lieu de 64, en Hongrie 16 au lieu de 20, en Pologne 35 au lieu de 40 (Voprosy Filosofii, n° 3, 1961).
- (2) S. Trofimov "Spetsializatsiya i Kooperirovanié voblasti machinostroeniya stran tchlenov SEV" - Vnechnaya Torgovlya N° 3, 1960, p. 5.

orienter le développement d'industries qui exigent de gros capitaux, c'est-à-dire des secteurs où la spécialisation serait la plus désirable. Ceci amène à poser le problème de la répartition des charges d'investissement entre pays membres du COMECON.

(c) L'égalisation des niveaux de développement et charges

Dans l'esprit des Soviétiques la socialisation des moyens de production n'est que la condition préalable pour permettre dans chaque pays le développement industriel indispensable à l'égalisation des potentiels économiques. C'est pourquoi le stade des réformes de structure étant dépassé, l'effort porte actuellement sur l'égalisation progressive des niveaux de production industrielle pour faire disparaître la division entre pays "industriels" et pays "agricoles". Telles sont les conclusions d'un article de doctrine que Jamin consacre au problème de l'égalisation économique entre pays socialistes dans la revue "Voprosy Ekonomiki" n° 3, 1961.

Le rythme de cette égalisation donne lieu à des estimations divergentes (voir tableau ci-après)<sup>(1)</sup>. Mais à en juger par les résultats obtenus entre 1950 et 1958 et étant donné leurs points de départ respectifs, il faudrait 70 ans à la Bulgarie pour que son niveau de production industrielle par habitant s'égalise avec celui de la Russie et plus de 60 à la Roumanie.

(URSS = 100 Niveau de production industrielle par habitant)

	<u>1950</u>	<u>1958</u>
Pologne	77	85
Hongrie		59
Roumanie	46	38-50
Bulgarie	35	35-40
Albanie		23

Si l'égalisation n'est pas prochaine, reste à savoir dans quelle mesure les pays avancés prennent en charge le développement des pays attardés. Peut-on constater une péréquation des charges entre les membres du COMECON?

A cet égard une comparaison des dépenses de défense nationale et d'investissements (voir tableau n° 4) pour les années 1954 et 1961 dans chacun de ces pays fait apparaître :

---

(1) Probleme Economice (Bucarest) n° 2, février 1961, citant l'économiste soviétique Oleinik et Voprosy Ekonomiki (Moscou) n° 3, 1961, p. 25.

1. que les charges militaires par habitant ont diminué et qu'elles se situent à des niveaux sensiblement plus élevés en URSS et en Tchécoslovaquie en 1961, alors qu'il y a 7 ans les écarts de pays à pays étaient moins sensibles ;
2. que les charges d'investissements restent en général plus élevées qu'en 1954 mais sans différences sensibles de pays à pays (sauf pour la Bulgarie où le niveau d'investissement par habitant est légèrement plus faible qu'ailleurs).

Par conséquent à ce stade des dépenses, la péréquation des charges entre pays n'apparaît pas d'une façon évidente. C'est par le canal du financement extérieur des dépenses d'investissement que la péréquation se manifeste (voir tableau n° 5). Le mécanisme des crédits entre membres du COMECON tend à jouer au profit des pays les moins développés : l'Albanie et la Bulgarie sont les plus forts bénéficiaires des crédits en provenance des pays industrialisés. On constate également que la contribution par habitant de la DDR et de la Tchécoslovaquie à cette aide est supérieure à celle de l'URSS.

Par ailleurs l'orientation de ces crédits n'est plus la même aujourd'hui qu'il y a six ans. En 1956-57 il a fallu en premier lieu prévenir des situations explosives en Hongrie, en DDR et en Pologne (les allègements aux charges de défense nationale et d'investissements en Hongrie entre 1954 et 1961 sont mis en évidence dans le tableau n° 4). Ceci explique que ces pays aient été les premiers bénéficiaires des crédits soviétiques. Mais depuis ces dernières années l'effort se concentre sur la mise en valeur des zones sous développées ; la Bulgarie et l'Albanie<sup>(1)</sup> ont obtenu des crédits substantiels.

En définitive tout se passe comme si le citoyen soviétique ajoute à la charge de ses investissements propres (388 heures) environ 20 heures représentant la valeur de l'aide extérieure<sup>(2)</sup> accordée aux satellites (pays d'Asie non compris). Tandis que par exemple (sur la base de cette même équivalence dollar-heures de travail) le Bulgare voit sa propre charge réduite de 124 heures grâce aux apports extérieurs<sup>(3)</sup>. Dans ces conditions on peut s'attendre à une égalisation plus rapide des niveaux de vie que des potentiels économiques entre pays socialistes.

- 
- (1) Depuis la récente tension albanosoviétique, l'aide soviétique à l'Albanie a été suspendue.
  - (2) Calculée sur la base du pouvoir d'achat du rouble ancien par rapport au dollar (\$ 1 = R 10) et du taux horaire moyen des salaires en URSS (4,1 roubles).
  - (3) De 1948 à 1956 le volume des crédits de l'URSS à la Bulgarie a représenté environ le quart du total des investissements de l'Etat bulgare (Probleme Economice - n° 2, 1961).

(d) L'évolution comparée des pouvoirs d'achat

A défaut d'une étude des niveaux de vie qui exigerait une recherche approfondie, l'analyse de l'évolution des prix de détail et des services d'une part, des rémunérations d'autre part, dans chacun des pays du COMECON permet non seulement d'apprécier l'accroissement éventuel du pouvoir d'achat des salariés moyens à l'intérieur d'un même pays mais encore les progrès réalisés sur la voie de la réduction des écarts des pouvoirs d'achat de pays à pays.

La difficulté de faire de telles comparaisons est bien connue : choix plus ou moins arbitraire des postes retenus par le calcul, différence de qualité des produits, structure particulière de la consommation dans chaque pays, manque d'informations, etc. Néanmoins il a paru utile à titre purement indicatif de procéder à une pondération grossière des prix de quelques produits alimentaires, manufacturés et services pour aboutir à dégager une tendance générale de l'évolution du pouvoir d'achat entre 1939, 1954 et 1961.

(d) 1. Les dépenses alimentaires

Les dépenses alimentaires mesurées en heures de travail (tableaux n° 6 et 7) ont été sensiblement réduites depuis 1954 dans tous les pays de l'Est et se situent actuellement à des niveaux légèrement inférieurs à ceux d'avant-guerre en Tchécoslovaquie, Hongrie et Bulgarie. En Roumanie et en Pologne les progrès ont été importants depuis 1954 mais sans rétablir encore le pouvoir d'achat d'avant-guerre. En URSS l'amélioration par rapport à 1939 est considérable mais le rythme de l'accroissement du pouvoir d'achat alimentaire entre 1954 et 1961 a été inférieur à celui enregistré dans les démocraties populaires au cours de la même période. D'une façon générale les écarts entre ces pays ont tendance à diminuer : la différence entre le niveau soviétique et tchécoslovaque est passée de 2,5 en 1939 à 1,3 en 1961 ; l'écart entre le niveau bulgare et tchécoslovaque n'est plus que de 1,4 contre 1,5 avant-guerre et 1,8 entre 1954 (autrement dit, le salaire horaire moyen de l'ouvrier soviétique représente en 1961, 77% du pouvoir d'achat alimentaire de ce même salaire en Tchécoslovaquie, tandis que pour l'ouvrier bulgare cette rémunération se situe à 71% du niveau tchécoslovaque).

(d) 2. Les dépenses non alimentaires

Mesurés en termes de pouvoir d'achat non alimentaire (Tableaux 8 et 9) les écarts de pays à pays sont moins prononcés, mais le sens de l'évolution des prix et services entre 1954 et 1961 est comparable à celui des dépenses alimentaires. Il en résulte qu'une moyenne des deux indices (alimentaires et non alimentaires) donne une échelle des pouvoirs d'achat sensiblement identique à celle que font apparaître les dépenses alimentaires.

Par rapport à l'URSS = 100, le pouvoir d'achat du salaire horaire reste encore inférieur au niveau soviétique en Roumanie et Bulgarie mais il est de 20% supérieur en Pologne, de 40 à 50% supérieur en Tchécoslovaquie et en Hongrie et environ 100% plus élevé en DDR.

(d) 3. Les prix agricoles

L'analyse de l'évolution des salaires urbains serait incomplète pour caractériser la situation des pays de l'Europe orientale où le pourcentage de la population agricole reste relativement élevé sans un aperçu des pouvoirs d'achat des prix agricoles à la production. Ces prix ont fait l'objet de révisions importantes depuis 1954. Le tableau n° 10 fait apparaître la revalorisation des prix d'achat du froment et de la viande de porc dans chacun des pays membres du COMECON entre 1954 et 1961.

On constate que dans les démocraties populaires le pouvoir d'achat du froment pour une paire de chaussures oscille entre 105 kg en DDR et 144 kg en Pologne. Aujourd'hui le prix du froment par rapport aux prix des chaussures de cuir est sensiblement le même en Tchécoslovaquie, en Hongrie et en Roumanie alors qu'en 1954 les différences étaient de 1 à 3. Pour le prix du sucre exprimé en kg de blé les variations entre ces mêmes pays ne dépassent pas 50% (Bulgarie exceptée). Ici aussi une égalisation s'est opérée progressivement, la situation du paysan soviétique restant toutefois, malgré les progrès réalisés par rapport à 1954, au bas de l'échelle à un niveau assez voisin du paysan bulgare.

Pour tous ces pays, sauf pour la Roumanie et l'URSS, le pouvoir d'achat des produits agricoles considérés s'est amenuisé par rapport à l'avant-guerre : en termes monétaires, la situation du paysan est donc beaucoup moins favorable que celle de l'ouvrier. Les différences des termes de l'échange des produits agricoles et manufacturés entre la France et les pays du COMECON sont par ailleurs considérables ; il suffit de 430 grammes de viande de porc à un producteur français pour acquérir 1 kg de sucre, 620 grammes à un paysan de la DDR, 1,2 kg à un Kolkhozien soviétique.

En revanche le pouvoir d'achat des prix agricoles des pays de l'Est mesurés non pas par les prix des biens de consommation mais par les prix des produits manufacturés nécessaires à l'agriculture apparaît d'une part comme assez voisin d'un pays socialiste à un autre et d'autre part comme plus favorable qu'en Occident<sup>(1)</sup>.

---

(1) Toutefois le stimulant qui pourrait en résulter pour l'accroissement des rendements est annihilé par les prix à la production beaucoup trop bas et par la répartition planifiée des engrais en fonction des priorités établies par le gouvernement.

DECLASSIFIED - PUBLIC DISCLOSURE / DECLASSIFIE - MISE EN LECTURE PUBLIQUE

Ainsi par exemple il suffit en moyenne de 2 quintaux de froment pour acheter 100 kg d'engrais fertilisants en URSS, Tchécoslovaquie et Hongrie contre 3 quintaux en France (voir tableau n° 11).

En conclusion les écarts de pouvoir d'achat ont tendance à diminuer au sein du COMECON. La différence existant entre le niveau le plus élevé (DDR = 100) et le niveau le plus bas (Roumanie = 44)<sup>(1)</sup> est assez comparable en valeur relative à celle qui existe au sein de la Communauté des Six entre la Belgique (indice le plus élevé) et l'Italie (indice 43) alors que les écarts des potentiels économiques sont beaucoup plus élevés à l'Est qu'à l'Ouest. Ainsi la production d'électricité par habitant en Roumanie est à l'indice 17 par rapport à la DDR alors que l'Italie est à 68% du niveau de la Belgique (tableau n° 12).

Aux termes de cette analyse un certain nombre d'observations se dégagent :

1. Le processus d'intégration donne naissance à de nouvelles tensions qui résultent des inégalités économiques et surtout des réflexes nationalistes. Mais ces tensions ne sont pas considérées comme "antagonistes" car elles concernent la sphère économique et technique où la discussion est permise. Le COMECON apparaît dès lors comme le lieu où les divergences peuvent se manifester et éventuellement s'amortir. Le COMECON est moins un directoire économique, comme on le présente trop souvent, qu'un appareil de coordination et d'arbitrage.
2. Les réunions des chefs de Parti constituent le véritable exécutif de l'intégration économique. Les commissions techniques spécialisées du COMECON n'agissent qu'en exécution des directives qui leur sont transmises. C'est pourquoi il est inexact de vouloir comparer le COMECON aux organismes de coordination économique occidentaux qui n'ont aucun lien de subordination aux institutions stratégiques et politiques de l'Alliance Atlantique.
3. Au sein du COMECON les impératifs politiques ont la priorité sur les exigences économiques. Pour cette raison les accords bilatéraux constituent encore aujourd'hui la forme habituelle des relations entre membres du COMECON. De cette façon l'URSS peut maintenir son contrôle sur les satellites et faire jouer l'intégration à son bénéfice.

---

(1) La Bulgarie et l'Albanie n'ont pu être prises en considération pour ces calculs en raison des lacunes de l'information sur les prix.

4. Pour cette raison aussi les pays de l'Est sont à même de dissocier plus facilement que ceux de l'Ouest les niveaux de développement économique et les niveaux de vie. La péréquation des charges économiques au sein du COMECON tend à amorcer un processus d'égalisation des niveaux de vie qui est déjà sensible.

OTAN/NATO  
Paris, XVIe.

TABLEAU N° 1

## L'EVOLUTION DU COMMERCE INTRA-COMECON

EXPORTATION DE	Vers les démocraties populaires					Vers l'URSS				
	en % du total			en M. \$		en % du total			en M. \$	
	1950	1957	1959	1950	1959	1950	1957	1959	1950	1959
1. BULGARIE	32	30	27	40	128	53	54	56	66	260
2. DDR	30	23	29	122	549	38	45	48	154	916
3. HONGRIE	37	35	32	122	245	29	22	27	96	206
4. POLOGNE	32	26	24	202	279	25	27	28	158	315
5. ROUMANIE	31	23	24	64	123	62	45	48	129	250
6. TCHECOSLOVAQUIE	28	27	28	218	476	28	27	28	195	584
TOTAL (1 à 6)				768	1.800				798	2531
URSS	56	58	53							

Sources : - Direction of International Trade 1948-1952, ONU - Séries T  
vol. IV - n° 1/2

- Foreign Trade and Economic Development in Eastern Europe and in the Soviet Union, Economic Bulletin for Europe, vol. 11, n° 1, 1959, p. 42.

- The network of intra eastern European Trade, Economic Bulletin for Europe, vol. 12, n° 2, 1960, p. 4.

T A B L E A U N° 2

SPECIALISATION DES INDUSTRIES SIDERURGIQUES

Production et Commerce intra-COMECON

	Production des laminés				Commerce "inter-se" des laminés					
	1958		1959	1965	1959	en % de production		1959	en % de production	
	1965	1956	1958	1956		1959	1956		1959	
	millions de tonnes	=100	=100	=100	1956=100			=100		
URSS	42,9	67,5	124	158	184	2,75	4,1	147		0,2
DDR			127		123			147 <sup>(a)</sup>	42,0	49,0
Pologne			121		138	5,2	5,9	-	-	-
Tchécoslovaquie			125		98	16,5 <sup>(b)</sup>	13,3 <sup>(b)</sup>	-	-	-
Roumanie			130		116 <sup>(a)</sup>			114 <sup>(a)</sup>		
Total Dém. popul.	11,8	20		170						

(a) 1958 = 100

(b) Total des exportations

Sources : Narodnoe Hozya,istvo SSSR v 1959 godu, Moscou 1960

Vnechnaya Torqovlya SSSR, Moscou 1957 et 1960

Statistisches Jahrbuch der DDR 1958

Annarul Statistic al RPR 1960

Statisticka Rocenka R. Ceskoslovenske 1959

DECLASSIFIED - PUBLIC DISCLOSURE / DECLASSIFIE - MISE EN LECTURE PUBLIQUE

TABLEAU N° 3

SPECIALISATION DE CERTAINES PRODUCTIONS MECANQUES

Production et Commerce intra-COMECON

	Production 1958/59 1956 = 100	E x p o r t a t i o n s			
		Totales 1956=100	dont vers Pays socialistes	en % de la production	
				1956	1958/59
<u>Machines outils</u>					
DDR	126 (b)	76 (b)	270 (a) 193	4,3 32,1	6,4(a) 33,8(b)
Pologne	141 (a)	207 (a)			
Tchécoslovaquie	140 (b)	148 (b)			
<u>Moteurs diesel</u>					
DDR	105 (b)	304 (b)		18,7 44,4	54 (b) 31,2(b)
Tchécoslovaquie	116 (b)	93 (b)			
<u>Tracteurs</u>					
DDR	134 (b)	417 (b)		60	62 (b)
Roumanie	157 (a)	228 (a)			
Tchécoslovaquie	138 (b)	154 (b)			
<u>Wagons voyageurs</u>					
Pologne	102 (a)	175 (a)		53 39,5	90 (a) 32,7(b)
DDR	137 (b)	172 (b)			
<u>Wagons marchandises</u>					
DDR	75 (b)	40 (b)	155 (a)	36,8	28,2(a)
Pologne	109 (a)	86 (a)			
Roumanie	179 (a)				
Tchécoslovaquie	91 (b)				

Sources : voir tableau n° 2 - (a) - 1959  
(b) - 1958

T A B L E A U N° 4

CHARGES MILITAIRES ET INVESTISSEMENTS

(exprimés en heures de travail)

	Dépenses militaires		Investissements	
	en heures de travail par habitant			
	1954	1961	1954	1961
URSS	128	105	356	388
Pologne	100	67	370 - 394	420
DDR	-	63	-	350
Tchécoslovaquie	125	110	447	570
Hongrie	140	42	490	324
Roumanie	131	68	446	540
Bulgarie	106	76	312	294

Méthode : A défaut de pouvoir comparer des valeurs monétaires dont les taux de change sont artificiels on a préféré convertir les dépenses militaires et d'investissements en unités de temps de travail (salaire horaire moyen dans l'industrie) d'après le barème suivant pour une heure :

DDR	: DM,	2,77	Roumanie	: lei	2,8
Tchécoslovaquie	: Kcs	6,30	Bulgarie	: leva	3,4
Hongrie	: fl.	8,1	URSS	: anciens roubles	4,1
Pologne	: Zl.	8,5			

DECLASSIFIED - PUBLIC DISCLOSURE / DECLASSIFIE - MISE EN LECTURE PUBLIQUE

T A B L E A U N° 5

CREDITS INTRA-COMECON 1956-1960

(en millions de dollars)

	Pays accordant les crédits				Total obtenu par bénéficiaire	
	URSS	Tchécosl.	DDR	autres	en millions	moyenne par habitant
Pologne	300	87,5	100	-	487,5	16,4
DDR	515	27,5	-	5,9	548,4	31,7
Tchécoslovaquie	13,5	-	-	-	13,5	1,0
Hongrie	338	27,8	16,6	27,4	409,8	41,2
Roumanie	95,0	64,4	28,7	-	188,1	10,2
Bulgarie	371,1	15,1	-	-	386,2	49,5
Albanie	139,3	26,1	16,5	18,8	200,7	195,0
Total accordé millions \$	1.771,9	248,4	161,8	52,1	2.234,2	
Charge moyenne par habitant \$	8,4	18,1	9,3	-		

TABLEAU N° 6

## EVOLUTION DES DEPENSES ALIMENTAIRES DANS LES PAYS DU COMECON

(en temps de travail = minutes)

PANIER à PROVISIONS	URSS		POLOGNE		DDR	TCHECOSL.		HONGRIE		ROUMANIE		BULGARIE	
	1939	1961	1937	1961	1961	1937	1961	1939	1961	1939	1961	1939	1961
Pain 7 kg	189	133	189	175	91	252	175	252	154	196	238	280	182
Farine de froment 3 kg	276	177	126	126	87	120	108	120	102	123	210	141	306
Pommes de terre 12 kg	348	216	96	108	36	228	96	72	144	156	204	348	216
Lait 5 L.	335	160	115	90	75	115	115	150	110	115	170	245	215
Beurre 2 kg	1800	780	544	1016	254	662	830	600	832	706	926	944	904
Oeufs 10 unités	240	110	100	160	100	100	150	120	110	70	170	150	140
Viande de bœuf 4 kg	2640	800	432	720	850	912	720	840	564	356	1080	732	720
Sucre 3 kg	480	402	240	255	108	258	252	424	219	360	462	594	510
Bière 5 L.	970	470	400	140	175	195	115	200	220	400	600	800	345
TOTAL (minutes)	7278	3248	2242	2790	1776	2842	2561	2778	2455	2482	4060	4234	3538

T A B L E A U N° 7

EVOLUTION DES POUVOIRS D'ACHAT ALIMENTAIRE

(Panier de provisions exprimé en minutes de temps de travail)

	1937-1939	1954	1961	Indices 1961		
				avant-guerre = 100	1954 =100	URSS
URSS	7278	3944	3248	45	82	100
Pologne	2242	5163	2790	124	54	86
DDR	-	-	1776	-	-	55
Tchécoslovaquie	2842	3284	2561	90	78	79
Hongrie	2482	5976	2455	99	41	76
Roumanie	2778	9840 <sup>(a)</sup>	4060	146	41	125
Bulgarie	4234	6018	3538	84	59	109

(a) Epoque de rationnement avec double secteur de prix

TABLEAU N° 8

## EVOLUTION DE QUELQUES DEPENSES NON ALIMENTAIRES

(en minutes de temps de travail)

	URSS		POLOGNE		TCHÉCOSL.		HONGRIE		ROUMANIE		DDR
	1954	1961	1954	1961	1954	1961	1954	1961	1954	1961	1961
Cigarettes 2 boîtes	40	42	86	42	80	114	90	36	92	198	86
Allumettes 1 boîte	2	3	30	2	2,5	2	9	3	6	3	2
Chaussures de cuir 2 paires	9000	7120	6000	4080	3960	3436	9600	4020	9240	5040	2280
Complet mi-laine 1 unité	9720	9500	21600	4740	5840	5400	8940	3840	16200	7500	2580
Bas nylon 3 paires	765	615	2430	870	1680	810	1260	990	1640	1029	699
Loyer 2 pièces mensuel	660	735	320	755	997	763	615	992	1980	857	954
Electricité domestique (10 kWh)	70	60	50	30	100	67	80	126	240	130	17
Ampoule élec- trique 1 unité	19	19	75	40	46	35	150	41	200	135	21
Récepteur de radio 1/10ème d'unité	1200	876	312	1200	180	1140	2880	1212	4200	1452	600
Coupe de cheveux 1 unité	31	22	150	50	25	43	54	50	70	86	26
T O T A L	21507	19792	31053	16189	12911	12023	23678	11310	33868	16430	7109

T A B L E A U N° 9

EVOLUTION DES POUVOIRS D'ACHAT DANS LES PAYS DU COMECON (a)

	Dépenses non alimentaires (temps de travail)				Ecart des pouvoirs d'achat alimentaire et non alimentaire
	1954	1961	Indices 1961		
	minutes	minutes	1954=100	URSS=100	URSS = 100 (b)
URSS	21507	19792	92	100	100
POLOGNE	31053	16189	52	82	84
DDR	-	7109	-	36	46
TCHECOSLOVAQUIE	12911	12023	93	61	70
HONGRIE	23678	11310	48	57	67
ROUMANIE	33868	16430	49	84	105

(a) La Bulgarie n'a pu être incorporée dans ce tableau, faute de statistiques.

(b) Moyenne pondérée des indices alimentaires et non alimentaires.

TABLEAU N° 10

EVOLUTION DES PRIX AGRICOLES A LA PRODUCTION

A) Pouvoir d'achat par rapport aux biens de consommation

	Kg de froment (F) ou de viande de porc (P) nécessaires pour acheter			
	une paire de chaussures de cuir			un kg de sucre
	1939	1954	1961	1961
URSS		1860 kg F 54 kg P	403 kg F 34,6 P	9,4 kg F 1,2 kg P
POLOGNE	110 kg F 21 kg P	180 <sup>(b)</sup> 292 <sup>(a)</sup> kg F 12 - 14 kg P	143,5 F 33,8 P	4,5 kg F <sup>(a)</sup> 735gr - 1,4 kg P <sup>(b)</sup>
DDR			105kg <sup>(b)</sup> 235 <sup>(a)</sup> F 12,5kg <sup>(b)</sup> 19,6 <sup>(a)</sup> P	6,9 kg F 620 g P
TCHECOSLOVAQUIE	65 kg F	156 kg F 24-39 kg P	121 kg F 25,7 kg P	6,30 kg F 800 g P
HONGRIE	91 kg F 17 kg P	535 kg F 59 kg P	121 kg F 27,2 kg P	4,64 kg F 935 g P
ROUMANIE	148-185 kg F 22 - 33 kg P	278 <sup>(b)</sup> 572 <sup>(a)</sup> kg F 52 95 kg P	118 kg F 11,8 - 37kgP	11,8 - 35 kg F 900 g P
BULGARIE	81,50 kg F 16 kg P	750 kg F 37 - 94 kg P	- 28 kg P	- 1,07 kg P

(a) au prix des livraisons obligatoires

(b) au prix des livraisons contractuelles

T A B L E A U N° 11

B) POUVOIR D'ACHAT DES PRIX PAR RAPPORT AUX PRIX DES ENGRAIS AZOTES  
(100 kg d'éléments fertilisants)

	Prix de 100 kg d'engrais (Unités nationales)	Quantité de froment équivalente aux prix 1961
TCHÉCOSLOVAQUIE	299 Kcs	2,1 quintaux
HONGRIE	470 Fl.	2,1 quintaux
POLOGNE	878 Zl.	3,39 quintaux
URSS	147 R. (a)	2,2 quintaux
FRANCE (b)	12.540 F. (anciens)	3,1 quintaux

(a) - le prix officiel en URSS est de 48,9 roubles (anciens) le quintal (en tonnes de sel). On a estimé que la tonne de sel contenait 35% d'éléments purs.

(b) - à titre de comparaison.

TABLEAU N° 12

## EVOLUTION DES POTENTIELS ECONOMIQUES ET ECARTS DES NIVEAUX DE VIE

I. - <u>POUVOIRS D'ACHAT REELS</u> <sup>(a)</sup>	Communauté des Six		COMECON <sup>(b)</sup>		
	1956-1957		1961		
Belgique	100		100		DDR
France	84		69		Hongrie
Luxembourg	78		66		Tchécoslovaquie
Pays-Bas	72		55		Pologne
Allemagne Fédérale	57		46		URSS
Italie	43		44		Roumanie
II. - <u>PRODUCTION D'ELECTRICITE</u> (kWh par habitant)	1954	1959	1954	1959	
Belgique	1170	1450	1360	2153	DDR
France	1070	1440	480	715	Hongrie
Pays-Bas	935	1255	961	1614	Tchécoslovaquie
Allemagne Fédérale	935	1255	514	902	Pologne
Italie	1300	1830	634	1260	URSS
	736	990	213	374	Roumanie
écart Belgique	100	100	100	100	DDR
Italie	63	68	15,5	17	Roumanie

(a) Informations et Statistiques de la CECA (article de R. Wagenführ) janvier-mars 1961

(b) Tableau n° 9  
(la production d'électricité a été choisie comme indicateur du potentiel industriel)